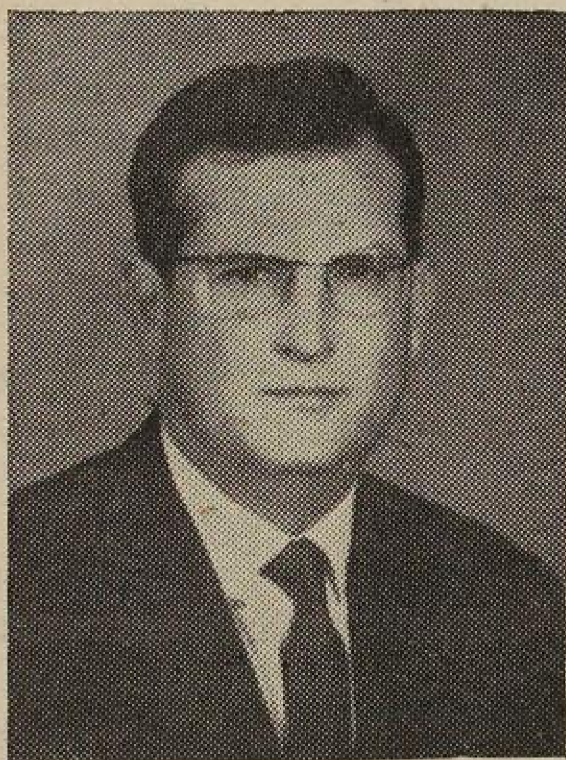
République Française — Département de la Dordogne

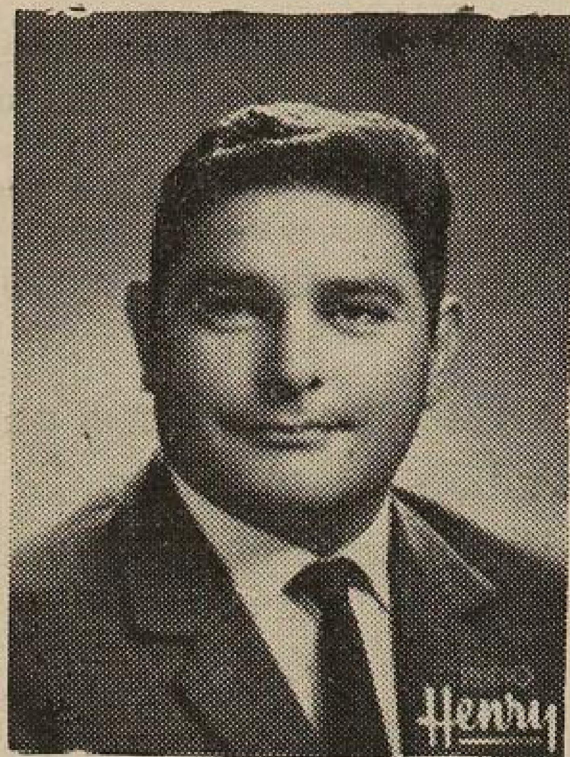
Circonscription de BERGERAC

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
du 5 Mars 1967

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



Léon LICHTENBERG
Candidat du P. C F.



François VIGUERA
candidat suppléant du P. C. F.

Electrices, Electeurs,

En votant le 5 mars prochain, vous aurez à dire si vous voulez la continuation de la politique actuelle ou au contraire un *changement profond et durable.*

Tandis que les progrès des sciences et des techniques ont permis depuis une dizaine d'années une augmentation de 60 % de la production et de 50 % de la productivité, LE BILAN DU POUVOIR est le suivant :

— Le pouvoir d'achat de nombreux travailleurs des villes et des campagnes stagne ou diminue. Le revenu de la grande masse des agriculteurs ne cesse de se dégrader.
— Les impôts et taxes, tant nationaux que locaux, deviennent de plus en plus lourds.
— L'école, le logement, la santé publique, la recherche scientifique, sont sacrifiés. Les communes connaissent les plus grandes difficultés.
— L'avenir de la jeunesse est gravement compromis.

Qui accapare les richesses créées par le labeur des Français ?

— **Les profits des gros capitalistes** ne cessent de croître mais ils bénéficient d'une fiscalité privilégiée qui leur rend l'impôt léger.

— **Les dépenses militaires** engloutissent le quart du budget. La force de frappe ruineuse et dangereuse aggrave le danger de dissémination de l'armement atomique et encourage les revanchards de l'Allemagne de l'Ouest.

Comme nous ne cessons de l'affirmer depuis 1958, ce régime, qui se présente comme celui de l'ordre, de la stabilité et du progrès, n'est en réalité **qu'un pouvoir autoritaire** au service des monopoles capitalistes.

La situation en **DORDOGNE** et particulièrement dans la **CIRCONSCRIPTION DE BERGERAC** est devenue dramatique. Toutes les catégories sociales ont subi les conséquences de la politique néfaste du pouvoir. En effet, **LA REALITE DANS NOTRE CIRCONSCRIPTION** c'est :
— Des salaires parmi les plus bas de France et le maintien des abattements de zones.
— **Un exode rural** aggravé par la politique agricole du gaullisme et de ses complices frappant l'exploitation familiale, portant atteinte aux cultures spécialisées.

— **Des difficultés accrues** pour les petits commerçants et artisans.

— La fermeture ou la réduction d'activités de nombreuses entreprises.

— Un sous-emploi généralisé ou l'absence d'emploi notamment pour de nombreux jeunes gens et ieunes filles.

— L'absence de logements sociaux, particulièrement à **BERGERAC** où les logements construits restent inaccessibles en raison de leur prix et dont la plupart demeurent vacants tandis que de nombreux travailleurs vivent dans des conditions inadmissibles.

— Le sous-équipement scolaire, sportif, sanitaire, culturel. Les fermetures d'écoles rurales se multiplient et le ramassage scolaire, bien souvent, coûte plus cher que le traitement du maître et l'entretien de l'école.

— Les municipalités voient leurs charges accrues tandis qu'elles sont privées des crédits et subventions indispensables.

Pour mettre fin à cette situation intolérable, nous proposons un programme novateur et réalisable dans le cadre d'une démocratie authentique.

T. S. V. P.

D'où les trois propositions fondamentales de notre Programme

1) Nationalisation des grands monopoles industriels et bancaires, participation des syndicats à la gestion des entreprises nationales.

2) Plan démocratique de développement économique et social, assurant la mise en valeur de toutes les ressources du pays, garantissant le plein emploi et permettant l'aide aux régions industriellement sous-développées.

3) Démocratisation de l'impôt : Relever à 500.000 AF l'abattement à la base pour le calcul de l'impôt sur le revenu, réduire les taxes de vie chère, faire payer les sociétés capitalistes.

Nous luttons pour :

LA DEMOCRATIE, nous voulons un gouvernement fort et stable parce qu'il appliquera la volonté du suffrage universel représenté par une véritable Assemblée nationale dans laquelle s'affirmera la cohésion des forces démocra tiques.

LE PROGRES SOCIAL, car nous voulons :

— l'expansion économique, la création de nouveaux emplois, l'implantation d'usines, grâce à un PLAN DEMOCRATIQUE se substituant au 5e Plan qui ne prévoit rien de tangible pour notre circonscription.

— l'augmentation générale des salaires, traitements, pensions et retraites, la garantie de l'emploi, la satisfaction des légitimes revendications des anciens combattants, et victimes de la guerre, la réduction de la semaine de travail, l'abaissement de l'âge de la retraite, rendu *indispensable* pour éviter le sous-emploi et le chômage et devenu *possible* par l'essor des moyens modernes de production.

— une véritable loi d'orientation agricole au profit des paysans travailleurs et permettant des prix rémunérateurs à la production, une élévation des conditions de vie et la modernisation des exploitations, notamment par le soutien à la coopération sous toutes les formes.

— l'amélioration de la condition féminine.

— la construction de logements correspondant aux besoins et le développement de l'équipement urbain et rural dans tous les domaines.

TOUT CELA EST POSSIBLE SI L'ECONOMIE ET LES INSTITUTIONS DU PAYS CESSENT D'ETRE LIVREES AUX GROSSES SOCIETES CAPITALISTES MAIS PASSENT AU CONTRAIRE SOUS LE CONTROLE D'UN GOUVERNEMENT ET D'UNE ASSEMBLEE AU SERVICE DU PEUPLE.

LA PAIX :

— il faut mettre un terme à la sauvage agression américaine au Vietnam.

— établir la sécurité européenne par la dissolution des blocs militaires et le règlement pacifique du problème allemand.

— mettre en œuvre une politique de véritable indépendance nationale et de coopération avec tous les pays, multiplier les efforts en vue du désarmement.

L'UNION :

L'accord que nous avons signé avec la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste est le fruit des efforts unitaires que nous n'avons pas cessé de déployer. Il faudra le consolider et l'élargir par la signature d'un programme commun de gouvernement.

ELECTRICES, ELECTEURS,

Voter pour nous dès le premier tour de scrutin c'est condamner catégoriquement le pouvoir personnel, représenté par le candidat officiel M. AULONG et sa politique néfaste.

C'est condamner aussi le retour au passé, incarné par **M. SICARD**, ancien député U.N.R., et les combinaisons fondées sur l'anticommunisme qui ont fait tant de mal au pays et au peuple français. Il est le candidat soutenu par le Centre démocrate réactionnaire de LECANUET qui offre ses services au gaullisme au cas où son appoint serait nécessaire.

M. PIMONT est le candidat de la F.G.D.S. Appliquant la discipline républicaine nous nous étions désistés pour lui en 1962 et ainsi permis son élection. Il nous est apparu que son mandat aurait pu être marqué par davantage de fermeté, de vigueur et de combativité.

Dès le premier tour, donnez à notre programme, à nos propositions unitaires, l'appui massif de vos suffrages.

Agissez pour envoyer à l'Assemblée nationale ceux qui, en toutes circonstances, ont été et demeurent résolus à défendre les intérêts de ceux qui travaillent.

Prononcez-vous pour une France démocratique, prospère, indépendante et pacifique.

VOTEZ POUR :

Léon LICHTENBERG
Avocat
Candidat Titulaire

François VIGUÉRA
Candidat suppléant

VU : Les Candidats.

Coop. d'Imp. Bergerac.